

Méthodes

8 décembre 2014 à 20:06

L'auteur [Laurent JOFFRIN](#) EDITORIAL

La vraie question, c'est l'humiliation. Question simple et fort peu idéologique : un enfant mal noté dès le plus jeune âge s'enferme dans le rôle du mauvais élève, prend l'école en grippe, se dévalorise à ses propres yeux et perd pied dans la compétition qu'on lui impose.

Tourné vers la sanction plus que vers la récompense, le système français aide ceux qui n'ont pas besoin d'aide et néglige les autres. Le nombre des «décrocheurs» ne cesse de croître ; le dernier rapport Pisa sur les performances des systèmes d'enseignement désignait la France comme le pays des inégalités scolaires. Or la France note, classe, sanctionne toujours.

Il faut donc réformer, ce qu'envisage Najat Vallaud-Belkacem. Aussitôt les conservateurs se gendarment : on «casse le thermomètre», on veut une école aveugle, on prêche l'égalitarisme là où il faut du mérite. Pure rhétorique. Personne ne propose de «supprimer les notes» purement et simplement. Il s'agit de substituer une méthode d'évaluation à une autre, de juger de manière moins fruste que par une moyenne globale dont la signification est confuse. La plupart des pays, dont beaucoup obtiennent de meilleurs résultats que la France, ont des méthodes d'évaluation plus souples ou plus bienveillantes que les nôtres. Dans les petites classes en tout cas, le rôle de l'école ne consiste pas à détecter dès l'âge de 5 ans les futurs polytechniciens, qui trouveront tout seuls le chemin de la réussite. Il s'agit de former tous les futurs citoyens à la vie en société. Les notes viendront bien assez tôt.

[Laurent JOFFRIN](#)

Vibrion

9 décembre 2014 à 20:06



L'auteur [Laurent JOFFRIN](#) EDITORIAL

Il existe en France un «parti modernisateur» né sous la Quatrième République et dont les lois Macron ne sont que le dernier avatar. Pierre Mendès-France et ses conseillers, Pierre Nora ou Alfred Sauvy, en furent l'une des premières incarnations. En 1958, le rapport Rueff-Armand reprend le même esprit et on y lit déjà des propositions qui entrent seulement aujourd'hui en application. On en trouve encore les prolongements au club Jean Moulin des années 60, au défunt

Commissariat du Plan ou encore, plus tard, autour de Jacques Delors et de Michel Rocard, figures tutélaires de la «deuxième gauche». A noter : François Hollande fut delorien avant de s'émanciper et Manuel Valls fervent rocardien. Vibrion d'une rare agilité intellectuelle, conseiller de plusieurs princes, Jacques Attali a recueilli cet héritage et, par son truchement, le même «parti modernisateur» inspire Hollande et Macron comme il a inspiré Sarkozy. Vaste complot social-libéral ? Pensée unique UMPS et convergence au centre ? On peut avoir cette approche purement idéologique. Une certaine opinion, aux extrêmes notamment, aime à se faire peur avec des épouvantails ou des camarillas de l'ombre. L'examen de la loi Macron conduit à une autre conclusion. Si l'on excepte l'affaire du travail du dimanche, contestable dans ses présupposés et dans ses conséquences, il s'agit, pour le reste, de rationaliser l'économie au profit de tout le monde. Il faut avoir le culot de certains professions libérales, protégées par des règlements d'Ancien Régime, pour crier au scandale. Depuis quand les rentes sont-elles progressistes ? En commençant de libérer les professions fermées, le gouvernement suit une tradition bénéfique. Sur ce point en tout cas, il devrait y avoir unanimité de la représentation nationale...

[Laurent JOFFRIN](#)